



Remous autour du réveil de Superphénix

Le redémarrage jeudi du surgénérateur de Creys-Malville a réveillé les passions. A commencer par celle du commandant Cousteau, opposé au « grand bastringue ». Chez les frontaliers de Superphénix aussi, on est en colère. Exemple hier en Suisse...

Genève. De notre envoyée spéciale **Jacqueline Meillon**

« C'EST un véritable scandale. La France fait ce qu'elle veut sans se préoccuper de nous. Elle s'occupe du Rwanda, de la Bosnie, mais pas de ce qui se passe chez elle et encore moins du danger qu'elle nous fait courir. Ici on est écœuré. Et moi je suis tout simplement en colère. » Armand est chauffeur de taxi à Genève. Superphénix, il en a suivi toutes les étapes. Depuis sa mise en service en 1986 jusqu'à son arrêt en 1990 et sa reprise aujourd'hui. Ce qui le met surtout en rage, c'est l'attitude de la France qui semble faire peu de cas de l'opinion de ses voisins du canton de Ge-

nève, pourtant fortement opposés à l'énergie nucléaire. Hier une centaine d'entre eux, regroupés dans de nombreuses associations écologistes dont Contratam, Greenpeace ou Les Européens contre Superphénix, se sont mobilisés place Neuve face au théâtre de Genève. Objectif : passer la frontière et se rendre à la ville française la plus proche, Anémasse, pour y déposer plainte contre X, tous individuellement. Caroline, Jean-Luc, Anne-Cécile, Stien, ils étaient tous là, pancarte au poing pour dénoncer ces « nucléocrates qui mettent en péril la vie de nos enfants ».

Année fatidique

La Suisse compte cinq centrales nucléaires, mais aucune dans le canton de Genève qui

regroupe quarante-cinq communes et trois cent quatre-vingt mille habitants. En 1986, année fatidique avec le premier démarrage de Superphénix, mais aussi l'explosion de Tchernobyl, le gouvernement du canton de Genève, après un vote de la population, s'engage à s'opposer à toute construction de centrale sur son territoire et dans son voisinage. Or Creys-Malville, de l'autre côté de la frontière à 70 km de Genève en fait partie.

« En 1989 nous avons présenté un recours contre Superphénix, mais il n'y a pas eu de suite car la centrale a été arrêtée l'année suivante, explique Christine Ricci, secrétaire adjointe au département de l'Intérieur de l'Etat de Genève. Cette année nous recommandons. Nous avons quatre mois pour présenter un recours auprès du Conseil d'Etat de la France contre le décret de création de la centrale du 12 juillet dernier et nous allons également en déposer un deuxième auprès du tribunal administratif de Grenoble contre l'autorisation ministérielle de redémarrage donnée le 3 août

par MM. Longuet et Barnier. Nous demandons l'arrêt de Superphénix. »

A la douane de Moilleluz, les commentaires vont bon train en attendant le droit de passer en France : « Comment évacuer Genève s'il y a un accident ? Le risque ne doit pas être pris », lance un tout jeune homme, une pancarte accrochée au cou avec l'inscription « Cobaye ». « Ils n'ont qu'à la construire au milieu de la France et non près de chez nous », lance son copain tout habillé de blanc comme un employé du nucléaire.

Refolée

Plusieurs villes du canton comme Genève et Lausanne s'associent au mouvement écologiste. Seul le gouvernement fédéral de Berne semble à leurs yeux traîner les pieds. Il a pourtant adopté un moratoire en 1990 instaurant une pause de dix ans dans l'activité nucléaire du pays.

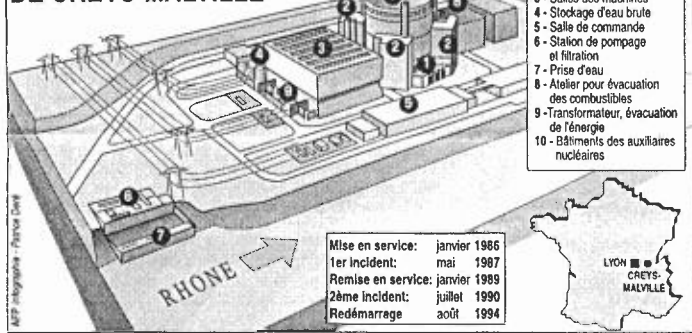
A la frontière une militante brûle, devant le regard ébahi des douaniers, un drapeau français confectionné avec du papier. Refoulée. Comme elle,

ils seront plusieurs à ne pas pouvoir entrer en France. Mais quelque soixante-dix d'entre eux se retrouveront peu après devant le commissariat d'Anémasse où une vingtaine de C.R.S. étaient en poste pour les accueillir.

Après force discussions avec les autorités de police, un accord est pris : chaque opposant pourra déposer sa plainte et l'argumenter, soit auprès du poste de police de son choix, soit par courrier auprès du procureur de la République du tribunal de Thonon-les-Bains.

A la tête de la manif, une institutrice, Anne-Cécile Reimann, moulée dans une robe longue blanche et qui déploie une énergie sans faille : « Je combats Superphénix depuis le début. J'ai manifesté en 1977 quand il y a eu un mort. A cette époque c'était chez moi une prise de conscience du risque nucléaire. Aujourd'hui j'ai une véritable frousse. Quand je vois ce qui s'est passé à Tchernobyl et quand je vois les forces de l'ordre déployées en France à chaque manifestation, je me dis que le débat doit vraiment être sérieux. »

LA CENTRALE NUCLEAIRE DE CREYS-MALVILLE



Dès le 9 avril dernier, quelque 300 personnes s'étaient rassemblées devant la centrale nucléaire de Creys-Malville, départ de la marche sur Paris des Européens contre Superphénix, dans le but d'obtenir l'arrêt définitif du surgénérateur. (Photo A.F.P.)

Le commandant Cousteau part en guerre

RENTRANT tout juste de vacances — il était aux Bahamas —, le commandant Cousteau, quatre-vingt-quatre ans, a appris la nouvelle du redémarrage de Superphénix avec la stupeur qu'on imagine. L'homme au célèbre bonnet rouge est en effet opposé à cette « vieille bastringue » depuis toujours. Il avait même réussi à obtenir, en 1992, un sursis dans le processus de relance de l'engin.

— Comment réagissez-vous au redémarrage de Superphénix ?
— Jacques-Yves Cousteau. — C'est un abus de pouvoir caractérisé ! Voilà deux ministres, très

gentils tous les deux au demeurant, qui un jour se croisent, se serrent la main et se disent : tiens, on va relancer Superphénix. Une pareille décision devrait être prise, sinon par le Parlement, au moins par le Premier ministre. Je vais d'ailleurs demander au plus vite une audience à Edouard Balladur.

— Pour lui dire quoi ?

— Trois choses. D'une part, qu'il y a une espèce d'escroquerie morale à annoncer une chose pareille en août, alors que les gens sont à la plage. D'autre part, lui rappeler que cette vieille bastringue, qui n'aura généré que des ennuis

depuis sa conception, a déjà coûté la bagatelle de 23 milliards de francs au pays. Et enfin, et peut-être surtout, qu'on continue à faire prendre des risques à des gens qu'on n'a pas consultés. Pure, à des gens qui ne sont pas encore nés, ceux que j'appelle les « générations futures ».

— Superphénix est-il vraiment si dangereux ?

— Il demeure beaucoup plus dangereux qu'une centrale traditionnelle, notamment à cause du refroidissement au sodium liquide. Le danger d'explosion est indéniable. Si cela se produisait, une province française entière serait rayée de la carte.

— Irez-vous protester sur place à Creys-Malville ?

— S'il le faut, oui. Ça me permettra aussi d'expliquer à la population locale — dont on dit qu'elle est favorable au redémarrage — qu'on leur bourre le mou. Jamais le surgénérateur n'absorbera tout le chômage de la région. Plus une centrale nucléaire est pointue, moins elle exige d'employés. Hormis des gardiens et des ingénieurs polytechniciens. On se moque vraiment d'eux...

Propos recueillis par **Hugues de Lestapis**